



Éléments d'identification des personnes physiques : sexe et état civil



Transidentité : on qualifie de transgenre, la personne qui a, génétiquement et anatomiquement, un sexe (masculin ou féminin) mais qui, psychologiquement et socialement, a le sentiment profond et inébranlable d'appartenir au sexe opposé.



Personne transgenre et changement de sexe sur l'état civil

Le refus initial

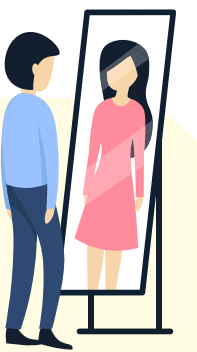


Le **principe de l'indisponibilité de l'état des personnes** signifie que l'état des personnes, tel qu'il résulte des actes de l'état civil, est indisponible car, il est imposé à l'individu par la loi, sans qu'il soit possible, normalement d'y apporter des modifications volontaires.

Les juges refusaient donc le changement de sexe pour les personnes transgenres.

Ensuite, la jurisprudence a accepté le changement de sexe à la condition que le/la requérant.e justifie d'un **traitement hormonal** et d'une **intervention chirurgicale**.

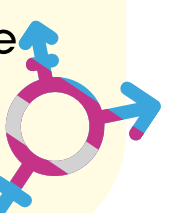
L'admission du changement de sexe



La France a été condamnée par la CEDH dans un **arrêt du 25 mars 1992 "B c/ France"**. LA CEDH a considéré que la requérante se trouvait "quotidiennement placée dans une situation globale **incompatible avec le respect dû à la vie privée**" et qu'il existait une "**rupture du juste équilibre à ménager entre l'intérêt général et les intérêts de l'individu**".

À la suite de cette condamnation, la Cour de cassation a effectué un revirement de jurisprudence et a accepté la modification du sexe à l'état civil, mais elle demandait une **apparence rapprochant le transsexuel du sexuel qu'il revendiquait** (**Ass. plen. 11 décembre 1992**).

La **loi du 18 novembre 2016** introduit dans le **C.civ** l'**art. 61-6** qui dispose "**le fait de ne pas avoir subi de traitements médicaux, une opération chirurgicale ou une stérilisation ne peut motiver le refus de faire droit à la demande**" de modification de sexe à l'état civil.



Droit des personnes



Éléments d'identification des personnes physiques : sexe et état civil



les personnes intersexes sont celles qui "naissent avec des caractéristiques sexuelles biologiques qui ne correspondent pas aux normes sociales ou aux définitions médicales de ce qui fait qu'une personne est de sexe masculin ou féminin".



L'intersexualité et la non-reconnaissance d'un sexe neutre

Dans un **arrêt du 4 mai 2017, la première chambre civile** a décidé que la loi française ne permet pas de faire figurer, dans les actes d'état civil, l'indication d'un sexe autre que masculin ou féminin. La personne intersexe ne peut donc **pas demander l'inscription d'un "sexe neutre" à l'état civil**.

La loi du 2 août 2021 crée l'article L. 2131-6 CSP - le consentement à l'acte médical pour devenir femme ou homme dépend des représentants légaux et non de l'intéressé

- Les nouveau-nés sont toujours soumis à des opérations chirurgicales sans leur consentement mais le consentement de ce dernier doit être recherché s'il est apte à exprimer une volonté et à participer à la décision.
- L'acte médical ne doit pas faire courir de risques disproportionnés par rapport au bénéfice escompté
- Il peut être reporté dans le temps la déclaration du sexe en cas d'impossibilité médicalement constatée = report de la déclaration relative à la mention du sexe. pour une durée de trois mois pour pouvoir faire plus d'examens médicaux.

L'**état civil** est le réceptacle officiel de l'état des personnes dans la société. Il tend à organiser les rapports sociaux en établissant clairement et d'une façon stable l'identité des personnes.

L'**état de la personne** est la place qu'elle occupe pour le droit civil, pendant sa vie, dans la société et dans la famille à laquelle elle appartient.



Actes d'état civil

- Acte de naissance
- Acte de mariage
- Acte de décès.

Sur chaque acte, des **mentions** peuvent être ajoutées afin de tenir compte des éventuelles modifications de l'état civil des personnes.



JurisLogic



Le **livret de famille** n'est pas un acte d'état civil, mais permet de regrouper les actes d'état civil.

